

social. Ce sont des considérations de ce genre qui incitent le Canada à continuer d'appuyer fermement le concept des Négociations globales.

De plus, si nous voulons que le changement marque une progression et non une régression, il faudra par exemple que les institutions internationales tiennent davantage compte des difficultés propres aux pays en développement, notamment en ce qui concerne l'accès aux marchés internationaux des capitaux, la sécurité des prix des produits de base, l'accès aux compétences techniques et aux marchés des produits manufacturés. Les pays en développement dont le potentiel d'exportation est en pleine croissance n'ont pas besoin d'aide comme telle, ils ont surtout besoin de débouchés pour leurs produits. À cet égard, le rôle de l'entreprise privée devrait être reconnu et encouragé tant par les pays donateurs d'aide que par les pays bénéficiaires.

Cependant, l'aide publique au développement restera longtemps essentielle, particulièrement pour les pays les plus pauvres. En effet, ce sont ces pays qui bénéficieront le moins des nouvelles technologies ainsi que de l'évolution des institutions internationales et du système des échanges et des paiements. En un mot, ces pays ont des économies si rudimentaires que le progrès ne peut venir pour eux que très lentement.

Le programme d'aide du Canada continuera d'être axé sur les pays les plus pauvres. Il est appelé à se concentrer de plus en plus sur les trois secteurs - agriculture, énergie et développement des ressources humaines - où les compétences canadiennes coïncident le mieux avec les besoins des pays pauvres.

Nous devons tous nous efforcer d'accroître le montant de notre APD. Le Canada s'est engagé pour sa part à affecter à l'aide 0,5% de son PNB d'ici 1985, et nous tâcherons d'aller jusqu'à 0,7% d'ici la fin de la décennie. Le Canada s'est aussi joint récemment aux États-Unis, au Venezuela et au Mexique pour entreprendre dans le bassin des Caraïbes un projet qui combine bon nombre des éléments de réforme que j'ai mentionnés et dont le but est d'éradiquer les problèmes sociaux et économiques qui sont la cause première de l'instabilité et de la révolution.

Enfin, de tous les défis que le Canada et les États-Unis auront à relever dans les années 80, le plus fondamental est peut-être la préservation du système économique international. En effet, si nous ne parvenons pas à remettre les économies occidentales véritablement sur les rails de la relance, autant vaut oublier tous les autres défis. Mais comment résoudre les problèmes posés par les exportations agricoles subventionnées? À un moment où notre industrie automobile est en mauvaise posture, comment régler